

Convention collective

**IDCC : 1628. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES
(Deux-Sèvres)
(1^{er} juillet 1991)**

(Bulletin officiel n° 1992-10 bis)

*(Etendue par arrêté du 31 juillet 1992,
Journal officiel du 12 août 1992)*

**AVENANT DU 28 JANVIER 2011
RELATIF À LA PRÉVOYANCE**

*NOR : ASET1150527M
IDCC : 1628*

Entre :

L'UIMM Deux-Sèvres,

D'une part, et

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Après l'article 25 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie des Deux-Sèvres du 1^{er} juillet 1991 modifiée, il est ajouté un article 25 *bis* ainsi rédigé :

« Article 25 bis

A. – Bénéficiaires

L'employeur mettra en place, en faveur des mensuels comptant plus de 1 an d'ancienneté dans l'entreprise et qui ne bénéficient pas de la cotisation prévue à l'article 7 de la convention collective nationale de retraite et prévoyance des cadres du 14 mars 1947, un régime de prévoyance comportant prioritairement une garantie décès.

B. – Garanties et cotisation

La garantie décès pourra inclure le versement d'un capital en cas de décès ou, en anticipation, en cas d'invalidité de 3^e catégorie reconnue par la sécurité sociale, et/ou le versement d'une rente d'éducation aux enfants à charge.

L'employeur consacrera à ce régime, pour chaque salarié visé au paragraphe A ci-dessus, au minimum un taux de cotisation égal, pour une année civile complète de travail, à 0,30 % du montant du taux effectif garanti annuel (TEGA) du mensuel classé au coefficient 215.

Cette cotisation sera calculée sur la base du TEGA en vigueur au 1^{er} janvier de l'année considérée pour la durée légale du travail. Elle sera calculée *pro rata temporis* pour les salariés soumis à un horaire de travail effectif inférieur à la durée légale du travail ainsi que pour ceux dont la condition d'ancienneté a été remplie en cours d'année ou dont le contrat de travail a pris fin en cours d'année.

Cette cotisation s'imputera sur toute cotisation affectée par l'employeur à un régime de prévoyance quel qu'il soit, à l'exclusion d'une éventuelle couverture frais de santé.

En outre, les parties signataires recommandent aux employeurs, sans que cela présente un caractère obligatoire, de consacrer, en plus de la cotisation visée ci-dessus, une cotisation à la charge exclusive du salarié, égale au minimum à

0,30 % du montant du TEGA du mensuel classé au coefficient 215, en vue notamment de la couverture du risque invalidité et/ou incapacité.

Dans ce cas, la cotisation salariale sera calculée sur la base du TEGA en vigueur au 1^{er} janvier de l'année considérée pour la durée légale du travail. Elle sera calculée *pro rata temporis* pour les salariés soumis à un horaire de travail effectif inférieur à la durée légale du travail dans les mêmes conditions que la cotisation patronale.

Cette cotisation salariale s'imputera sur toute cotisation prise en charge par le salarié à un régime de prévoyance quel qu'il soit, à l'exclusion d'une éventuelle couverture frais de santé.

C. – Organismes assureurs

Les parties signataires recommandent, sans que cela représente un caractère obligatoire, l'un des deux organismes assureurs suivants :

- Malakoff Médéric Prévoyance ;
- Aprionis Prévoyance,

avec lesquels elles ont négocié les meilleures garanties pour le taux proposé.

Les parties s'engagent à promouvoir ces deux organismes assureurs.

D. – Suivi du régime

Une commission paritaire de suivi est mise en place ; elle est composée de 2 membres titulaires et de 2 membres suppléants pour chacune des organisations syndicales signataires et d'un nombre équivalent de représentants de l'UIMM Deux-Sèvres.

Les représentants des organismes assureurs recommandés au paragraphe C assistent aux réunions qui ont lieu au moins une fois par an. Ils rendent compte de la situation du régime de prévoyance mis en place par le présent avenant.

E. – Dénonciation

Les parties signataires rappellent que la présente convention collective est le résultat de la recherche d'un équilibre entre leurs intérêts respectifs. Elles considèrent, en conséquence, qu'une clause de dénonciation partielle ne peut être envisagée que de manière tout à fait exceptionnelle et pour des sujets strictement délimités dont l'évolution comporte des risques susceptibles d'affecter la convention collective toute entière.

C'est dans ces conditions qu'elles conviennent des dispositions ci-après dont l'application est limitée au présent article 25 *bis*. Les dispositions du présent article pourront faire l'objet d'une dénonciation unilatérale pour chaque signataire indépendamment des autres dispositions de la présente convention collective.

La dénonciation sera notifiée par son auteur à tous les signataires par lettre recommandée avec avis de réception et fera l'objet d'un dépôt auprès de la direction des relations du travail au ministère du travail et au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes, dès que la notification en aura été faite au dernier signataire par la réception, par celui-ci, de la lettre recommandée.

La dénonciation prendra effet à l'expiration d'un préavis de 3 mois et une nouvelle négociation devra s'engager à la demande de l'une des parties intéressées.

Lorsque la dénonciation sera le fait d'une partie seulement des signataires employeurs ou salariés, elle ne fera pas obstacle au maintien en vigueur des dispositions du présent article.

Lorsque la dénonciation sera le fait de la totalité des signataires employeurs ou des signataires salariés, le présent article cessera de plein droit de produire ses effets à la date d'entrée en vigueur du nouvel article destiné à le remplacer, ou, à défaut, à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la fin du préavis. »

Article 2

Le présent avenant entrera en vigueur le premier jour du trimestre qui suivra la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension et au plus tôt le 1^{er} juillet 2011.

Article 3

Le présent avenant sera notifié aux organisations syndicales, en un exemplaire original, dès sa signature.

Il sera déposé au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Niort et à la direction des relations du travail à Paris.

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent avenant.

Fait à Niort, le 28 janvier 2011.

(Suivent les signatures.)